

TYPOLOGIE POLITICO-ECONOMIQUE DU SOCIALISME

par Guy AIMARD *

A notre époque, il est permis de douter de la signification du concept de « SOCIALISME » tellement ce terme recouvre d'idées diverses et souvent antagonistes. Pourtant le « Larousse du XXème siècle n'hésite pas à en proposer une définition. Pour lui, est socialiste « toute doctrine tendant à une transformation radicale du régime social, surtout de la propriété, en vue d'améliorer la condition des travailleurs manuels, des ouvriers de l'industrie ». Cette définition est peu satisfaisante parce qu'elle est trop précise et, de ce fait, nullement exhaustive.

A la vérité, un dénominateur commun existe entre les différents courants socialistes. Il repose sur le fondement assez vague d'une double aspiration à une société plus équitable et plus rationnelle. Quant aux modalités de réalisation de cette double aspiration, l'analyse rencontre divergences et conflits. Dès lors, en l'absence d'une définition à la fois précise et exhaustive, il est nécessaire, pour appréhender la réalité socialiste, de dresser une typologie. Cette typologie reposera sur une grille à trois volets : les deux premiers volets reprenant les termes mêmes de la double aspiration, justice pour l'homme et rationalité, le troisième faisant référence à l'attitude à l'égard du pouvoir politique, aussi bien au plan des modalités de prise du pouvoir que des conditions de son fonctionnement.

— I —

L'EXIGENCE DE JUSTICE

Pour le socialisme, l'égalité des hommes contre les privilèges de la naissance et de la richesse constitue la valeur fondamentale.

Il se situe dans le courant du prophétisme du XVIIIème siècle français dont le potentiel révolutionnaire est inépuisable. « Il n'y a pas d'inégalité essentielle entre les individus et tous ont droit à la citoyenneté, tous ont droit à une part de la richesse commune, tous ont droit à la recherche du bonheur » (1).

L'égalité conditionne en effet l'exercice de cette autre valeur qu'est la liberté. Le socialisme considère que les citoyens seront d'autant plus libres qu'ils seront plus égaux.

* Docteur es-sciences économiques.

(1) R. Aron. « Les désillusions du progrès » Paris 1969.

Mais l'égalité pour être réelle ne saurait se limiter à la seule égalité politique s'exprimant dans le droit de suffrage et les institutions représentatives. Elle doit s'étendre au domaine économique et social.

Seule l'égalité économique et sociale peut donner un contenu réel à la liberté. A quoi bon proclamer des libertés si les inégalités économiques et sociales ne permettent pas aux citoyens de les exercer. Le socialisme revendiquera donc l'égalité économique au nom de l'égalité sociale, condition de la liberté, au double plan de la proportionnalité entre les revenus et les besoins et de l'égalité des chances au départ de l'existence.

En fait cette revendication se définira historiquement par une contestation du régime capitaliste bourgeois issu des révolutions européennes des XVIIIème et XIXème siècle qui, par sa structure et ses valeurs, privilégie une égalité et une liberté de façade plus formelle que réelle.

Cette exigence égalitaire se présente à notre époque sous de multiples aspects que l'on peut regrouper sous deux formes dominantes

A) Une conception pragmatique, aboutissant à une contestation réformiste du régime capitaliste.

B) Une conception messianique, s'exprimant par une contestation radicale de ce régime.

A) CONCEPTION PRAGMATIQUE ET REFORMISTE

La société industrielle capitaliste promeut par son fonctionnement même la croissance économique. Cette croissance, toutes les catégories sociales sont appelées à en bénéficier. Mais certaines en bénéficient plus que d'autres. Le socialisme aura donc pour objectif principal d'assurer une répartition toujours plus équitable de cette croissance. Il se situe au niveau de l'aménagement de la société de consommation capitaliste dont il accepte les règles du jeu essentielles. Par rapport au modèle de consommation de type capitaliste caractérisé par la prolifération anarchique des besoins engendrés par une publicité et un style de vie conformes aux nécessités de l'écoulement des marchandises les plus rentables pour les producteurs capitalistes, le socialisme pragmatique préconisera un type de consommation orienté selon d'autres critères.

Economie de création s'attachant aux aspects collectifs de la consommation (santé, culture, équipements urbains).

Economie de loisirs permettant la diminution du temps de travail et l'instauration d'une politique d'enrichissement des loisirs au plan de la culture.

Economie de solidarité grâce à laquelle pourront être réduites les inégalités engendrées par une croissance rapide : inégalités de revenus, disparités régionales, inadaptation entre qualification et emploi etc...

La méthode principale pour réaliser cet objectif sera, dans le cadre d'une planification, la *fiscalité* qui permet d'assurer à la fois la prise en charge par la collectivité des principaux risques sociaux et une redistribution plus égalitaire du revenu national.

Elle n'implique aucune transformation radicale du régime de la propriété. « Les socialistes respecteront la propriété acquise du paysan et du commerçant... De larges secteurs resteront sans doute toujours du ressort exclusif de la libre entreprise patronale. Les expropriations devront être limitées au minimum compatible avec l'objectif visé » (Programme des socialistes autrichiens).

Elle ne limite pas son action en faveur seulement des travailleurs manuels ou des ouvriers de l'industrie. Le socialisme s'adresse à tous les travailleurs, salariés ou non, défavorisés dans le cadre de la répartition du revenu national.

A cet égard, le socialisme suédois constitue un modèle exemplaire. Au pouvoir depuis de longues années, le parti social démocrate a obtenu par la fiscalité des résultats importants quant aux conditions de vie (système de sécurité sociale un des plus avancés du monde, politique de logement très développée, actions efficaces et coordonnées contre le chômage et pour la réadaptation des travailleurs, démocratisation de l'enseignement très poussée). Toutefois le système capitaliste se maintient. Le secteur public est très réduit, la planification peu développée, la cogestion inexistante. Le capitalisme est en Suède beaucoup plus fort et beaucoup plus concentré qu'en France par exemple. Moins de vingt familles dominent l'économie du pays. En fait « l'aménagement socialiste » de la Société industrielle suédoise consistera à créer un type de « société mixte » reposant sur l'équilibre entre un capitalisme fort et efficace et un système syndical coopératif et gouvernemental puissant susceptible de lui faire contre-poids.

Toutefois le socialisme pragmatique, par le prosaïsme de ses principes et de ses méthodes, connaît actuellement une crise idéologique. Un mouvement ne saurait en effet susciter de grandes passions collectives autour de formules aussi vagues que celles qui ont été adoptées par le congrès de l'Internationale Socialiste de Francfort en 1951 : « édifier un monde où l'épanouissement de la personne humaine doit engendrer le développement fructueux de l'humanité ». « L'aménagement de la société de consommation », s'abaissant trop souvent à un moderne « Panem et Circenses », ne saurait apporter à l'homme la justification fondamentale dont il a besoin. Le socialisme pragmatique vitote sans idéologie mobilisatrice.

A ce pragmatisme réformiste, s'oppose une conception messianique contestant radicalement le système capitaliste.

B) LA CONCEPTION MESSIANIQUE DE CONTESTATION RADICALE.

Elle est celle du Marxisme-Léninisme. Le principe de base est que l'inégalité génératrice de l'exploitation de l'homme par l'homme,

de son aliénation dans la marchandise, de son intoxication par la religion, a pour origine l'appropriation privée des moyens de production. La suppression de cette aliénation générale passe par la suppression de cette appropriation.

Une société où la suppression de cette appropriation aura été réalisée, a vocation pour devenir une société sans classe où la culture cesserait d'être le privilège de quelques uns pour devenir le bien commun de tous, où le service des autres se substituerait, pour le développement de la société, à l'appât du gain. Elle fonctionnerait sur le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». A la vérité, tous les mouvements s'inspirant du Marxisme-Léninisme croient en la possibilité de la naissance d'un « homme nouveau » dont les besoins ne seraient plus créés en fonction des exigences de la loi du profit individuel, mais reposeraient sur l'éthique naissante d'une société tendant à la maîtrise consciente de son destin. Au delà de l'horizon égalitaire, le Marxisme-Léninisme projette une société où l'homme serait réconcilié avec lui-même.

La suppression de l'appropriation privée des moyens de production, condition nécessaire et, pour certains, suffisante de la désaliénation de l'homme, a pour corollaire leur appropriation collective selon deux méthodes différentes : l'étatisation ou l'autogestion.

— *L'étatisation* est la méthode qui a été adoptée la première. Le modèle en est fourni par l'Union Soviétique et les pays de l'Europe de l'Est. Il est également pratiqué en Chine.

Toutefois, beaucoup de nuances apparaissent selon les pays. La situation faite à l'agriculture, par exemple est assez typique de cette diversification : entièrement collectivisée en Union Soviétique, elle est rendue pour l'essentiel au secteur privé en Pologne à partir de 1956. L'artisanat privé reste autorisé en Pologne et en Hongrie, il ne l'est pas en U.R.S.S.

En tout état de cause, il est certain que dans le pays qui a réalisé depuis le plus longtemps cette expérience, l'U.R.S.S., les conséquences prévues par le messianisme égalitaire ne se sont pas produites. La reconstitution de classes privilégiées dans le secteur étatisé, l'utilisation des stimulants matériels, posent le problème des rapports entre la réalité et l'idéologie (1).

(1) On sait que selon les sociologues soviétiques l'U.R.S.S. ne connaît pas de classes sociales ayant la possibilité d'utiliser à titre privé le travail d'autrui. Ils reconnaissent toutefois l'existence de deux classes sociales principales et d'une strate.

Les deux premières catégories, ouvriers et paysans kolkhoziens, se définissent par rapport au régime de la propriété sur laquelle ils travaillent, propriété collective dans un cas et coopérative dans l'autre. La « strate » est celle de « l'intelligentsia » composée de tous ceux qui constituent les cadres de la société soviétique. Comme le fait remarquer R. Aron « Si l'on s'en tient au critère marxiste, l'intelligentsia, qui se trouve dans le même rapport à la propriété que les ouvriers ne devrait pas constituer une classe

D'autant plus que, à l'Est, la Chine veille et conteste l'évolution du marxisme soviétique, le taxant de révisionnisme. Se voulant intégralement fidèle à l'idéologie, le marxisme Maoïste pourrait paraphraser Saint Paul. Si le socialisme ne réalise pas l'égalité, la désaliénation, s'il ne substitue pas le don de soi à l'appât du gain et à l'intérêt individuel comme moteur de l'action, s'il n'est pas l'outil efficace de transformation de l'homme, vaine est sa signification et vaine son espérance. Aussi la révolution culturelle chinoise se propose-t-elle d'apprendre à l'homme à dominer ses besoins en les limitant et de réaliser une égalité ascétique. Elle se propose également de maintenir en permanence un climat d'enthousiasme menant les hommes à dépasser dans l'action collective leur égoïsme et leurs intérêts individuels (1).

— Pour éviter les perversions que l'étatisation est susceptible de faire courir à l'idéal égalitaire, une autre méthode est proposée, permettant de réaliser l'appropriation collective des moyens de production, celle de l'*autogestion* qui doit permettre la participation effective des travailleurs à la propriété et à la gestion de l'entreprise. Réalisée en Yougoslavie, sur le point d'être adoptée en Tchécoslovaquie (avant l'entrée dans ce pays des troupes du pacte de Varsovie), l'autogestion apparaît comme une structure désaliénante, profondément dans la lignée de la démocratie égalitaire (2). Toutefois, les critiques socialistes du système font ressortir qu'elle ne peut se développer qu'à un niveau supérieur des techniques de l'industrie et qu'elle implique, au préalable, une structure d'organisation très élaborée reposant sur la décentra-

distincte ». Les sociologues sont pourtant obligés de les distinguer compte tenu des privilèges dont bénéficie la « Strate » ne serait ce qu'au plan de la rémunération. Toujours selon Aron, la hiérarchie des salaires ou traitements va de 1 à 30 ou 40, écart comparable à celui que l'on constate aux Etats-Unies (R. Aron. *La lutte de classe*, p. 127-130).

(1) Pour R. Garaudy, les stimulants matériels ne sauraient avoir nécessairement une signification contre-révolutionnaire.

Sans doute les stimulants idéologiques peuvent-ils avoir une efficacité en Chine, pays qui n'a pas connu l'individualisme et l'appétit de profit personnel caractéristique des sociétés capitalistes. L'erreur, selon lui, est de les opposer radicalement aux stimulants matériels et, plus encore, d'extrapoler abstraitement en dehors des conditions chinoises. R. Garaudy « Pour un modèle français du socialisme » p. 166.

(2) Bien que cette tentative d'instauration de l'autogestion en Tchécoslovaquie ne présente plus qu'un intérêt historique il est intéressant de rappeler les motifs invoqués par l'équipe de M. Dubcek pour justifier sa mise en place

— Eviter que dans le cadre d'une plus grande autonomie accordée à l'entreprise ne surgisse une caste de « managers » portés à gérer leurs affaires avec autant de « poigne » que les capitaines d'industries d'autrefois.

— Confirmer l'aspect socialiste de la nouvelle démocratie tchécoslovaque.

— Tendre à ce que toutes les valeurs produites appartiennent authentiquement à tous et non à une couche de bureaucrates incontrôlés qui s'abritent derrière l'Etat ou le Parti.

« L'expérience aurait présenté d'autant plus d'intérêt qu'il s'agissait de la première application du principe dans un pays industriellement développé » *Le Monde* 20-6-68.

lisation des décisions. En fait, là encore, intervient la transformation de l'homme, de telle sorte que celui-ci puisse assumer authentiquement ses responsabilités dans la participation au pouvoir de l'entreprise : oubli des intérêts à court terme, autodiscipline, éducation.



Dans la perspective philosophique qui vient d'être exposée, l'homme libéré de l'exploitation, désaliéné, doit pouvoir imposer sa volonté à la réalité économique, la transformer au lieu de l'interpréter, la rationaliser au lieu de la subir.

— II —

L'EXIGENCE DE RATIONALITE

Les économistes libéraux considéraient que les lois économiques étaient des données qui réalisaient mécaniquement l'optimum économique. L'homme se devait par conséquent de les observer et ne pouvait les enfreindre, à peine de catastrophes.

Les socialistes ont contribué à remettre en cause cette conception à la fois optimiste et étroitement déterministe de la réalité économique, et ceci selon deux orientations

A) Une orientation pragmatique, aboutissant à une rationalisation souple.

B) Une orientation volontariste, s'exprimant dans une planification absolue et impérative.

A) ORIENTATION PRAGMATIQUE :

Elle est celle des partis sociaux-démocratiques européens.

On ne nie pas l'existence de lois économiques, mais on affirme que celles-ci ne relèvent pas d'un déterminisme strict et aliénant. L'homme peut les contrôler. L'objectif est de disposer des moyens nécessaires pour intervenir chaque fois que les processus économiques spontanés ne permettent pas de réaliser la croissance maximale et le plein emploi. « Autant de concurrence qu'il se pourra, autant de planification qu'il se devra », indique le programme des socialistes allemands de 1959.

La méthode implique une planification souple. L'Etat doit disposer de certains moyens qui peuvent le conduire à nationaliser des industries-clefs ou les secteurs bancaires. Mais il convient de souligner que ces nationalisations sont réalisées en fonction d'un objectif technique (assurer la croissance et le plein emploi) et non en fonction d'une conception métaphysique de l'appropriation collective, désaliénant l'homme, telle que l'exprime le Marxisme-Léninisme. Le programme socialiste allemand, pour sa part, ne fait même pas mention de socialisation. Il se propose seulement la limitation de la puissance de la grande industrie, les moyens principaux pour y parvenir étant le

contrôle des investissements, ainsi que des forces créant des situations de monopole. Prudemment, l'Internationale Socialiste se borne à déclarer en 1961, à propos de planification : « la planification peut prendre des caractères divers ; son étendue et ses formes seront conditionnées par la structure de chaque pays ».

C'est dire que la différence entre le socialisme pragmatique et le néo-capitalisme dirigiste est de plus en plus tenue (1). En fait, le souci commun d'aménager la croissance balaie les oppositions idéologiques... si tant est qu'il y en ait encore !

B) LA CONCEPTION VOLONTARISTE :

Elle est, en principe, celle des partis marxistes-léninistes. Elle repose sur cette idée de Marx, que, dans le cadre de la société sans classe, c'est-à-dire dans une société où l'appropriation privée des moyens de production a été supprimée, il n'y a plus subordination de la volonté humaine à des lois économiques aliénantes (fétichisme de la marchandise, profit, prix). L'Etat socialiste est le maître de la réalité économique.

Ceci conduit à une planification impérative centralisatrice couvrant l'ensemble de l'économie, dont le modèle est donné sur les plans quinquennaux de l'époque stalinienne. Dans le cadre de ces plans, il est maintenant reconnu que le pouvoir avait décidé de gigantesques investissements, sans se soucier de la rentabilité. « Ces audaces révolutionnaires, écrit H. Lefebvre, eurent pour raison ou pour conséquence (l'une n'empêchant pas l'autre), l'idolâtrie de l'Etat, la foi en son omniprésence, en son omniscience, en sa toute puissance ». Il n'était plus question de maîtriser le processus par la connaissance et l'utilisation de ses lois à la manière des sciences et des techniques de la nature matérielle *mais de s'en passer* (le monde diplomatique Mars 1967).

a) L'évolution

Depuis la mort de Staline, une évolution en sens inverse s'est manifestée, tendant à reconnaître la permanence des lois économiques en régime socialiste (2). C'est ainsi que, dès 1952, les thèses du professeur LIBERMAN étaient adoptées. Sans doute le plan demeure-t-il toujours l'organe central de décision économique ; mais il est admis que la

(1) En ce sens : « Le nouvel Etat industriel » Galbraith Paris 1967.
« L'impératif industriel » Stoleru Paris 1966.

« La planification et la liberté selon Claude Gruson ».
P. Mendès France dans « Le Monde » du 30-10-1968.

(2) Il est à noter toutefois qu'à la fin de sa vie, Staline dut intervenir contre les excès de l'idéologie stalinienne. En 1952 il écrivait dans une étude intitulée « Problèmes économiques du socialisme » : « Le malheur n'est pas que la loi de la valeur agisse chez nous sur la production. Le malheur est que nos spécialistes de l'économie et de la planification, à peu d'exception près, connaissent mal l'action de la loi de la valeur, ne l'étudient pas et ne savent pas en tenir compte dans leurs calculs ».

réalité a des normes propres dont la planification doit tenir compte. On est ainsi amené à admettre, de plus en plus, les idées d'autonomie des entreprises, de profit, de prix, de marché, sans pour autant abandonner la propriété collective des moyens de production.

En 1966, la réforme de l'économie socialiste commençait à entrer en application en Union Soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est. Elle aboutit à un nouveau type de planification que l'on pourrait qualifier « d'impérative décentralisée ». Il vise à établir une décentralisation des organismes du Plan au niveau régional, ainsi qu'à accorder aux entreprises l'autonomie nécessaire à leur action. Dès lors, le Plan ne fixera plus impérativement que des objectifs généraux. Le profit est reconnu comme l'indicateur de succès d'entreprises autonomes dans leur action. Le rôle du prix, en tant qu'élément de base du calcul économique, est souligné : « Les prix doivent refléter, dans une mesure toujours croissante, les dépenses socialement nécessaires en main d'œuvre, assurer le remboursement des frais de production et de circulation et l'obtention de bénéfices pour chaque entreprise travaillant normalement » (KOSSYGUINE, discours au Comité Central 1965). Toutefois, les Soviétiques souhaiteraient pouvoir déterminer « scientifiquement » un prix sans faire référence à la loi de l'offre et de la demande, caractéristique du capitalisme.

Il n'en demeure pas moins que dans certaines démocraties populaires (Hongrie) une liberté des prix a été introduite dans plusieurs secteurs et que le mouvement semble se généraliser. La Yougoslavie, pour sa part, a précédé le mouvement et semble avoir atteint le point extrême d'évolution, avec une planification, non plus impérative, mais indicative, plus proche du Plan français que du Plan soviétique, avec une très large autonomie accordée à l'entreprise, et avec la mise en place d'une économie de marché, chaque entreprise devant s'adapter aux lois de la concurrence ou disparaître.

La conséquence de cette évolution est indiscutablement un rapprochement avec les conceptions pragmatiques des socialismes occidentaux et des néo-capitalistes dirigistes. Le Congrès du Parti Communiste de la R.D.A. en 1963 déclarait que le socialisme « devait signifier avant tout une économie développée et une contribution consciente de tous au développement ainsi qu'un niveau de vie élevé ». « Ainsi se définit le terrain » écrit H. Lefebvre, sur lequel se retrouvent le capitalisme réformé et le socialisme réaliste. Dans cette mise en perspective, le mouvement actuel de l'histoire se caractérise par la fin de la pénurie et le passage de la rareté à l'abondance... Cette croissance, nécessaire et suffisante, balaie les idéologies » (1). En tout état de cause, au plan strict de la technique économique, la planification impérative et centralisatrice devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que l'économie grandit, comme c'est le cas de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Pratiquement, plus une économie grandit et plus la tendance sera forte à la décentralisation des décisions.

(1) Le Monde diplomatique Mars 1967.

Cette évolution que nous venons d'esquisser est violemment attaquée par le Marxisme chinois.

b) Le maintien de la conception volontariste en Chine

Face à cette évolution, le Maoïsme maintient la pureté de la doctrine marxiste-léniniste et condamne le « révisionisme moderne » qui se laisse asservir aux prétendues lois économiques. Contre « l'économisme », la révolution culturelle affirme le caractère aveugle et spontané, donc irrationnel, du processus économique comme tel. Elle affirme également le primat du politique sur l'économie et des « superstructures sur la base ». La loi de la valeur cesse de jouer dès que, avec l'instauration du socialisme, les grands moyens de production, de transport et d'échange sont socialisés et que le travail cesse d'être une marchandise. Poussant le volontarisme jusqu'à l'extrême, MAO TSE TOUNG écrit « parmi les caractéristiques de la Chine de 600 millions d'habitants, ce qui frappe c'est la pauvreté et le dénuement. Chose mauvaise en apparence, bonne en réalité. La pauvreté pousse au changement, à l'action, à la révolution. Sur une feuille blanche, tout est possible ; on peut y décrire et y dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau » (citations du Président MAO TSE TOUNG, chap. 3). Pour des milliers de gardes rouges, armés du petit livre rouge, la vérité c'est d'abord la volonté de l'homme qui la crée, imposant sa marque sur une feuille blanche, niant éperduement les exigences de la vie réelle (1).

En fait, par son intransigeante vertu, le Maoïsme introduit, au sein du mouvement marxiste-léniniste, un ferment de contradiction. Contre le prosaïsme des « révisionnistes modernes », fascinés par la société de consommation, il rappelle le caractère messianique de la doctrine et sa croyance en la toute puissance de l'homme.

— III —

LE POUVOIR POLITIQUE

L'attitude des socialismes à l'égard du pouvoir politique constitue le troisième volet de cette typologie. En effet, à première vue, le clivage est assez net entre les socialismes qui agissent dans le cadre des institutions politiques libérales et ceux qui, récusant cette démocratie, qualifiée de « formelle et de bourgeoise », n'envisagent d'autres moyens pour instaurer le socialisme que la violence révolutionnaire.

(1) R. Garaudy fait ressortir que ce volontarisme est étroitement lié aux conditions propres à la Chine qui n'a pas connu, antérieurement au socialisme, le régime capitaliste. « Ce n'est pas par hasard, écrit-il, que les études les plus poussées sur ce problème de la valeur ont été faites en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire dans le seul des pays socialistes où le socialisme a succédé à une forme particulièrement avancée du système capitaliste ». Inversement en Chine. (« Pour un Modèle français du socialisme op. cité p. 165 »).

A) LA CONCEPTION LIBERALE

Les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale ont, de tous temps, situé leur action dans le cadre légal de la démocratie bourgeoise, à la vérité pour des motifs qui ont été historiquement différents.

a) La nécessité historique

Avant la première guerre mondiale, l'Internationale Socialiste, tout en contestant le caractère « formel » des libertés et de la démocratie bourgeoises, se refusait à l'action révolutionnaire pour transformer les institutions, en fonction d'une interprétation étroitement déterministe de la pensée de MARX. Selon cette interprétation, les superstructures politiques et sociales sont le produit de l'évolution des forces productrices et des rapports de production : elles sont strictement déterminées par elles (conception déterministe et matérialiste de l'Histoire). Dès lors, l'avènement du socialisme est le résultat inéluctable d'un processus historique fatal. Quand les conditions historiques d'industrialisation et de prolétarianisation des masses le permettront, le socialisme s'instaurera nécessairement. Toute action révolutionnaire qui ferait violence au cours de l'Histoire non seulement serait nécessairement vouée à l'échec, mais encore, retardant le processus d'industrialisation, compromettrait, pour un temps, l'avènement du socialisme. Dès lors, les partis socio-démocrates étaient appelés à adopter, au sein des parlements bourgeois, une attitude constataire mais non révolutionnaire. La lutte de classe, prolétariat-capitaliste devait s'exprimer au parlement, non dans la rue (1).

b) L'humanisme socialiste

C'est pour d'autres motifs que les partis socio-démocrates veulent agir actuellement dans le cadre de la démocratie libérale. Leur pragmatisme les a conduit à rejeter les principales conclusions de l'analyse des marxistes sociaux-démocrates de la fin du XIX^{ème} siècle. Ils ne croient plus à la nécessaire autodestruction du capitalisme, ni à la lutte de deux classes bien déterminées et ils considèrent, comme un acquis définitif et positif, les libertés que leurs prédécesseurs ont qualifiées de « bourgeoises » et de « formelles » (liberté de penser, liberté d'expression, pluralisme des partis).

Au plan politique, ils joueront donc le jeu de la démocratie libérale et veulent être les défenseurs, non pas seulement de la classe ouvrière, mais de tous les groupes sociaux défavorisés. Leur action politique consistera à lutter contre les groupes dominants qui ont tendance nécessairement à abuser du pouvoir dont ils disposent et plus particulièrement contre la technocratie au double visage : celui des cadres supérieurs de l'industrie, celui de la bureaucratie étatique.

B) LA CONCEPTION REVOLUTIONNAIRE

Elle est celle des partis marxistes-léninistes.

(1) Ce fut notamment la position de la social-démocratie allemande et de son théoricien Kautsky qui domina l'Internationale Socialiste avant la 1^{re} guerre mondiale.

Ses principes résultent de l'interprétation par LENINE de certains textes de MARX ceux notamment relatifs à la Commune de Paris préconisant la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Cette conquête s'effectuera par l'intermédiaire d'une force armée dont l'avant-garde consciente sera le parti communiste, interprète de la volonté du prolétariat. Durant la période où la lutte de classe se poursuivra, le prolétariat, par l'intermédiaire du parti, exercera la dictature. Au fur et à mesure que les antagonismes de classes disparaîtront sous l'action de cette violence, la contrainte politique et étatique est appelée à se relâcher. Selon LENINE, la dictature du Prolétariat devrait être demi-état, un Etat déperissant, étant donné qu'au lieu d'opprimer l'immense majorité du peuple au bénéfice d'une minorité d'exploiteurs, comme l'Etat bourgeois - il doit protéger désormais les intérêts de cette majorité contre une restauration éventuelle du pouvoir de la minorité. En fin d'évolution, dans le cadre de la société sans classe, le pouvoir politique, cette violence organisée, expression de la lutte des classes, n'a plus de raison d'être et doit disparaître. Le prolétariat, se libérant lui-même par la violence, est appelé à libérer l'humanité toute entière de la violence.

a) La pratique en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires.

Peu de systèmes politiques se sont autant éloignés de leur modèle théorique que celui réalisé en U.R.S.S. En effet, la pratique a conduit à un prodigieux renforcement de l'appareil étatique et de l'appareil policier, à la toute puissance d'un parti unique monolithique, très centralisé où les décisions politiques sont imposées à la base (« centralisme démocratique ») (1), au contrôle étroit de l'information et de la culture. En bref, comme on l'a écrit, 50 ans après sa création, alors que théoriquement les antagonismes de classes ont été supprimés, l'U.R.S.S. au lieu d'être un demi-Etat déperissant, est devenu un super Etat tout puissant. (Le Monde diplomatique mars 1967).

Cette pratique a été imposée par la force des armes, après la deuxième guerre mondiale, à ce qu'il est convenu d'appeler « les démocraties populaires ».

Il est toutefois permis de penser que la réelle libération et la décentralisation économique qui se manifestent actuellement ne seront pas sans effet à long terme sur les structures politiques. Certaines tendances fondamentales sont communes à toutes les sociétés industrielles : tendance à l'embourgeoisement, à la réduction des inégalités de revenus. Au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie, il est probable que la tendance au relâchement des formes extrêmes du despotisme doit s'accentuer. Il n'en demeure pas moins que les idéologies et les formes de pouvoir ne sont pas entièrement conditionnées par la croissance économique. La richesse ne suffit pas à répandre la liberté. Une société d'abondance de type despotique n'est

(1) L'accent étant beaucoup plus situé sur le « centralisme » que sur la démocratie.

pas impensable, si elle continue à être animée par une idéologie de type messianique condamnant dans son essence le pluralisme des options (1).

b) La pratique en Chine Maoïste

Cette pratique est conforme à l'orthodoxie marxiste-léniniste, en ce sens que le pouvoir politique doit être conquis révolutionnairement par le prolétariat et maintenu dictatorialement.

Les divergences apparaissent :

— *Au stade de la conquête du pouvoir :*

Ce ne sont pas les ouvriers d'industrie qui constituent la fraction avancée de la révolution, mais les paysans, leur méthode de combat étant la guérilla. Ce sont, en effet, les paysans qui pratiquant cette méthode de guerre, ont permis aux communistes de s'emparer du pouvoir, en assiégeant les villes tenues par TCHANG KAI TCHÉK.

— *Au stade de l'organisation de la dictature :*

La pratique soviétique est violemment contestée par les Maoïstes dans la mesure où il ne s'agit plus d'une dictature du prolétariat, mais d'une dictature des hommes de l'appareil du parti, des « états majors », des « cadres de l'Etat » sur le prolétariat pour satisfaire leur égoïsme personnel. Ceux-ci sont embourgeoisés et adoptent des positions contraires à la doctrine et à son objectif final : la transformation de l'homme.

Cette déviation ne peut être combattue que par un appel à la « base » qui doit exercer sur les « états-majors » et la bureaucratie les pressions nécessaires pour que se maintiennent l'enthousiasme et l'idéal révolutionnaire. La « base » appelée à intervenir ne sera pas nécessairement le prolétariat ouvrier ou paysan mais tout groupe dynamique et conscient (étudiants, lycéens, armée).

(1) A cet égard le mouvement de démocratisation qui s'est développé en janvier 1968 en Tchécoslovaquie et qui a été brutalement arrêté, constitue pour l'observateur un exemple significatif. Il se situait sur trois plans

— **Fonctionnement démocratique du parti** (les droits de la minorité étaient garantis, celle-ci ayant le droit de faire connaître son point de vue et d'en demander la discussion).

— **Conception nouvelle du rôle dirigeant du parti** : Le parti remplit son rôle dirigeant non lorsqu'il impose l'exécution d'un ordre mais lorsqu'il catalyse et coordonne les initiatives vers la construction du socialisme. La liaison avec la base doit être permanente. Le socialisme ne saurait être l'œuvre du « Despotisme éclairé » d'une minorité dirigeante.

— **Démocratie socialiste dans l'Etat** : impliquant la renaissance du parlement comme foyer autonome d'initiatives, le respect de l'indépendance de la magistrature, le respect des droits constitutionnels, le pluralisme des partis (tous se réclamant du socialisme), la suppression de la censure, les syndicats conçus comme organisme de défense des ouvriers contre les déformations bureaucratiques de l'appareil du Parti et de l'Etat. (Programme d'action d'Avril 1968).

Toutefois l'évolution récente de la révolution culturelle, qui aboutit dans tous les secteurs à la mise en place de comités révolutionnaires maoïstes fortement hiérarchisés et centralisés, laisse augurer que cette prédominance de la « base » touche à sa fin. Le IX^{ème} congrès du Parti a eu pour mission de remodeler cet organisme sur de nouveaux principes caractérisés par un centralisme et un hiérarchisme accru. Tout le pouvoir est désormais concentré dans le « Quartier Général du Proletariat », nouveau nom du présidium du parti, composé de 14 membres et à la tête duquel MAO TSE TOUNG et LIN PIAO disposent d'une autorité absolue. Par ailleurs il est admis que la nomination des organes directeurs du parti résultera d'une « consultation démocratique » et non d'une élection. « Le Drapeau Rouge » écrivait à ce propos dans son éditorial du 16 octobre 1968 que la *nomination* va être de règle dans la reconstitution du parti, la foi aveugle dans les élections relevant d'un conservatisme condamnable.

En dernière analyse, il apparaît bien que l'objectif du mouvement est de faire triompher la pratique, commune à la majorité des partis marxistes-léninistes, du contrôle de la base par le sommet, mais en évitant la déviation bureaucratique et le conservatisme des éléments inférieurs. Il est ainsi reconnu une sorte de « *Droit de dissentiment* ». A n'importe quel échelon, les membres du parti peuvent faire appel des décisions de leurs supérieurs et s'adresser aux échelons plus élevés. Comme le remarque R. Guillaud (le Monde 16-4-69) cette disposition est conforme à l'esprit de la révolution culturelle au cours de laquelle le « sommet » invita les masses à se rebeller contre les échelons intermédiaires. En fait la rénovation culturelle aura été une défaite des hommes de l'appareil, marqués par une conception partiellement russe du parti et une victoire des maoïstes résolus à « révolutionner » le parti lui-même de l'extérieur.

c) La pratique en Yougoslavie.

Ayant adopté au départ le principe marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat reposant sur un parti unique, la Yougoslavie évolue vers une forme originale et particulièrement souple.

A l'intérieur du parti le centralisme démocratique qui traduit le contrôle de la base par le sommet est repoussé. Le parti, qui a adopté pour se qualifier le nom significatif de ligue, n'est plus un bloc monolithique ; des tendances divergentes peuvent s'y manifester.

A l'extérieur, le parti a renoncé à exercer le pouvoir et se contente de l'inspirer. La ligue des communistes devra être un organe de coordination catalyseur des initiatives, non un organe de gouvernement. « La ligue des communistes ne peut gouverner au nom de qui que ce soit ; elle se contentera de susciter les conditions nécessaires pour que les producteurs directs et les citoyens décident souverainement et assument pleinement leurs responsabilités dans la démocratie d'auto-gestion (R. VUJOVIC « Les nouvelles Yougoslaves » sept. 1968).

Quant à l'appareil de police politique il a été brisé en 1966 et le responsable RANKOVITCH, n° 2 du régime, destitué de toutes ses fonctions. En fait, ne demeure plus de la doctrine marxiste-léniniste

que le principe du monopartisme. Mais l'autonomie locale, l'autogestion ouvrière, la compétition économique, l'ouverture sur l'étranger, la liberté relative de critique, créent une atmosphère spécifique éloignée de celle qui prédomine en U.R.S.S. ou en Chine. De fait le socialisme yougoslave réalise en grande partie le « Programme d'Action » du parti tchécoslovaque d'avril 1968.

d) La pratique dans les partis communistes d'Europe Occidentale.

Dans les pays d'Europe Occidentale, les partis communistes sont en situation d'opposition et n'exercent aucune responsabilité au niveau du pouvoir politique. Il est néanmoins intéressant de faire ressortir comment, sous l'influence du milieu qui est celui de la société de consommation et du néo-capitalisme dirigé, la pratique tend à faire évoluer la doctrine.

L'évolution du parti communiste italien est, à cet égard, caractéristique. Après avoir répudié la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. et proclamé la nécessité du polycentrisme, le parti a rompu, d'une part, avec la tradition monolithique en tolérant en son sein l'existence de tendances, d'autre part, avec le monopartisme en admettant l'existence d'une pluralité de partis au sein de l'Etat qui serait socialiste. Les partis britannique et scandinave vont également dans ce sens, le parti communiste français suit cette évolution, mais avec réticence et comme à regret. Dans l'ensemble, la politique de ces partis remet en question la stratégie et la tactique traditionnelle, messianique et révolutionnaire. Elle évolue vers un pragmatisme manifestement contraire à l'idéologie (1). Dès lors, se constituent sur leur gauche des petits groupes qui dénoncent en permanence leur réformisme et leur révisionnisme. Profondément influencés par les idées de « révolution permanente », les jeunes qui composent ces groupes sont fascinés par une expérience chinoise très idéalisée. Leur rôle politique n'est pas négligeable pour autant ; ils constituent des ferments de contradiction, contestant et remettant en cause la signification de la société de consommation et tous les groupes politiques qui renoncent à la dominer pour s'y adapter (2). De même, « enfermée dans le cadre d'une société industrielle où les perspectives catastrophiques semblent lointaines et où la loi de la paupérisation absolue est apparemment dépassée, située sur un terrain où le réformisme paraît à court terme avoir réponse à tout, la jeunesse révolutionnaire ne trouve de perspective qu'à l'échelle du monde en liant son espoir à la colère des peuples de la faim » (J. LACOUTURE). CHE GUEVARA, MAO TSE TOUNG incarnent pour ces groupes la valeur messianique du communisme « jeunesse du monde qui prépare des lendemains qui chantent » (VAILLANT COUTURIER).

(1) Voir R. Garaudy « Le Grand Tournant du Socialisme » Paris 1969 et « Pour Un Modèle Français du Socialisme » op. cité.

(2) « Le communisme utopique » A. Touraine Paris 1968.

CONCLUSION

1°) Par rapport aux deux aspirations majeures du socialisme, justice et rationalité, et à la conception du pouvoir politique, nous avons pu dégager deux formes typiques de socialisme :

- *Une forme pragmatique* (celle de la sociale-démocratie)
 - réformiste (répartition plus égalitaire des efforts de la croissance)
 - interventionniste (planification souple)
 - libérale au plan des institutions politiques
- *Une forme messianique* (celle du marxisme-léninisme)
 - radicale au plan de la justice (libération et transformation de l'homme par la suppression de la propriété privée).
 - volontariste au plan de la rationalité (négation des lois économiques, planification impérative de l'ensemble de la réalité économique).
 - révolutionnaire et dictatoriale à court terme, libératrice à long terme au plan des institutions politiques (dictature du prolétariat, puis dépérissement de l'Etat et de tous les appareils de violence, une fois résolus les antagonismes de classe, par la société sans classe).

2°) Analysant la pratique des partis marxistes-léninistes, nous avons pu constater les écarts existant entre le modèle théorique initial et la réalité, aussi bien en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires inféodées qu'en Yougoslavie et dans les partis communistes de l'Europe de l'Ouest. Seule, la Chine Maoïste se veut intégralement fidèle au modèle initial.

3°) Il est tentant de réfléchir sur les causes des variations du socialisme. Celles-ci sont certainement multiples et il ne saurait être question d'en effectuer l'analyse exhaustive. On peut toutefois, dans le cadre de cette conclusion, donner une orientation générale. Il conviendrait alors d'ajouter au quatrième volet à notre typologie : *celui des niveaux de développement*.

Il semble, en effet, que chacune des deux formes soit adaptée à un certain état de développement.

Le pragmatisme est particulièrement adapté aux pays qui, ayant franchi le seuil de développement et réussi leur industrialisation, orientent leur économie vers la consommation et l'élévation du niveau de vie. Il ne s'agit plus de mettre en place les structures de croissance - ce qui implique la primauté de l'investissement sur la consommation mais d'aménager celle-ci de telle sorte que le niveau de vie puisse croître selon une norme optimum, dans les conditions les plus équitables et les plus rationnelles. Il s'agit donc de surveiller et de contrôler le mouvement spontané de la croissance. Ceci conduit à un interventionnisme libéral ou à un libéralisme dirigé.

L'U.R.S.S. et les démocraties populaires, la Yougoslavie et les partis communistes d'Europe de l'Ouest, bien que fidèles à l'idéologie messianique, s'orientent pratiquement dans cette voie où ils ont été

précédés par les socio-démocrates, depuis qu'ils ont adopté, comme norme socialiste, l'élévation du niveau de vie.

Le « révisionnisme » de ces pays se teinte fortement de pragmatisme.

Inversement, le messianisme révolutionnaire peut-être considéré, avec les réserves que nous développerons ultérieurement comme la forme de socialisme adaptée à la situation des pays en deçà du seuil de développement et qui veulent le franchir.

La lutte contre le sous-développement implique, en effet, un gigantesque effort de restructuration de l'économie et de la société pour recréer de nouvelles adaptations structurelles et supprimer les dominations internes ou externes. Les méthodes du messianisme révolutionnaire (planification impérative, parti unique, action pour susciter une mystique et transformer les mentalités, égalitarisme ascétique, mobilisation des masses) donnent aux peuples de la faim des instruments efficaces pour leur permettre de transformer leur destin en histoire.

C'est par cette méthode que l'U.R.S.S. a pu réaliser l'effort énorme d'industrialisation qui lui a permis de se situer au deuxième rang des puissances mondiales. Il est vrai également, et cela limite la portée de l'exemple, que l'U.R.S.S. avait franchi le seuil de développement bien avant la révolution d'Octobre (1).

L'exemple chinois serait, à cet égard, plus caractéristique. Il est certes difficile d'apprécier les méthodes utilisées, compte tenu du peu de renseignements que l'on possède. Il n'en demeure pas moins que la Chine, industriellement sous-développée avant la révolution maoïste, se veut le bastion de la pureté doctrinale du messianisme révolutionnaire marxiste-léniniste et qu'elle le propose en modèle au Tiers-Monde.

4°) L'explication des variations du socialisme par les niveaux de développement, pour satisfaisante qu'elle soit, ne saurait relever d'un déterminisme strict, rappelant fâcheusement la vieille conception matérialiste de l'histoire datant du siècle dernier..

C'est ainsi que dans les pays sous-développés, le messianisme révolutionnaire pourra prendre des formes diverses selon les traditions nationales. Du marxisme-léninisme, il retiendra souvent la méthode plus que le fondement philosophique issu de la pensée du XIX^{ème} siècle qui ignorait les problèmes de croissance (mythe de la société sans classe par l'approbation collective). Il s'efforcera avant tout d'intégrer

(1) A la veille de 1914, la Russie tsariste, indépendante politiquement et économiquement, avec 5 millions de tonnes de fonte, 4 millions de tonnes de fer et d'acier, 40 millions de tonnes de houille, 10 millions de tonnes de pétrole, 12 millions de tonnes de céréales exportables et une croissance démographique modérée de 1,5 % par an, ne pouvait être considérée comme sous-développée. Après la révolution, les plans quinquennaux devaient permettre la réalisation d'un nouveau bond en avant. Celui-ci ne relève pas de la phase de « démarrage » mais d'une marche vers la maturité. Staline fut l'architecte, non pas de la modernisation d'un pays retardataire mais de l'achèvement de sa modernisation (Rostow).

les valeurs et la culture nationale à la mystique du développement, ce qui pourra modifier sensiblement les méthodes (1).

De même le pragmatisme, appelé à être la forme de socialisme dominant dans les pays développés, ne prendra pas nécessairement partout le style qu'il a assumé en Occident.

Là encore, dans le cadre d'une forme commune impliquant une certaine dose de liberté au plan économique et politique, les traditions nationales (despotisme oriental), la volonté de puissance nationale (impérialisme), le maintien d'une orthodoxie idéologique pourront faire apparaître, au sein des Etats socialistes, des styles de pouvoir politique éloignés de la démocratie libérale.

Il n'est donc pas certain que l'extension de la sociabilité industrielle annonce le crépuscule des antagonismes européens entre l'Est et l'Ouest ; mais il est probable qu'elle les atténuera. Inversement, l'état de sous-développement des deux tiers de l'humanité s'exprimera dans des oppositions violentes entre le socialisme messianique révolutionnaire et le socialisme pragmatique ou révisionniste des zones développées.

Les violentes attaques chinoises contre le communisme européen sont une des expressions de la protestation du Tiers-Monde contre les peuples nantis. La querelle idéologique apparaît bien, dans ce cas précis, comme une superstructure masquant l'antagonisme essentiel entre le socialisme des riches et celui de la misère.

(1) A cet égard, il serait intéressant, à titre d'exemple, de caractériser dans une esquisse rapide l'option socialiste algérienne par rapport aux socialismes en vigueur dans les pays communistes.

Il apparaîtrait alors que la direction politique du pays s'est fixée le double objectif d'un développement rapide et autonome de la nation et d'une plus juste répartition du revenu national.

Il en résulte que la conception algérienne du socialisme **d'une part rejoindrait** celle des partis marxistes-léninistes sur au moins trois plans :

1) primauté de l'économie

2) édification d'une économie nationale indépendante par l'appropriation publique des moyens de production, l'industrialisation et la planification.

3) l'instauration d'une société socialiste par une juste répartition du revenu national.

d'autre part se séparerait du marxisme léninisme sur d'autres plans comme :

1) le fondement philosophique (matérialisme historique), le peuple algérien et ses dirigeants étant croyants dans leur immense majorité et étant donné l'absence d'incompatibilité entre socialisme et Islam qui, tous deux, visent à l'instauration d'une justice sociale effective.

2) ce n'est pas le parti communiste qui assume la direction de la révolution. Il y a bien un parti unique en Algérie, le F.L.N., mais il n'est pas marxiste.

(cf. Ismaïl MAHROUG notes de conférences).